

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2941

[C - 2003/27681]

17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993 et du 13 juillet 2001;

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible;

Considérant que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions dans les plus brefs délais,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- « loi » : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993 et du 13 juillet 2001;

- « décret » : le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. M. Jean-Claude Van Cauwenberghe, Ministre-Président, est compétent pour :

- la coordination de la politique du Gouvernement et sa communication;
- la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernement des Communautés et des Régions, les relations intra-belges ainsi que le fonctionnement des institutions, en ce compris les relations avec le Parlement;
- la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels;
- l'organisation d'une task force chargée de la préparation et de la coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels, de leur mise en œuvre et de leur évaluation;
- les relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes et la coopération au développement telle que visée à l'article 6^{ter} de la loi;
- l'implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière;
- la répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale;
- le patrimoine, en ce compris les monuments et sites tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, I, 7°, de la loi ainsi que les fouilles.

Art. 3. M. Serge Kubla, Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles, est compétent pour :

- l'économie telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VI, de la loi, en ce compris les P.M.E., à l'exception des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles et de la gestion des ressources du sous-sol;
- la politique des débouchés et des exportations visée à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi (modifié par l'article 3 de la loi spéciale du 13 juillet 2001) et la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles;
- l'accueil des investissements étrangers (OFI);
- la recherche scientifique telle que visée à l'article 6^{bis} de la loi, à l'exception de la recherche scientifique liée à l'énergie;
- les technologies nouvelles;
- les zones industrielles telles que visées à l'article 6, § 1^{er}, I, 3°, de la loi;
- le tourisme tel que visé à l'article 3, 2°, du décret;
- la gestion du contrat WIN;
- en ce qui concerne les télécommunications, les relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées, ainsi que les aides à l'expansion économique;
- les aéroports tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 7° et 9°, de la loi ainsi que leur équipement et leur exploitation.

Art. 4. M. José Daras, Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie, est compétent pour :

- le transport en commun tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, X, 8°, de la loi;
- le transport scolaire tel que visé à l'article 3, 5°, du décret;
- la politique de l'énergie telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VII, de la loi, en ce compris la recherche scientifique liée à l'énergie et la valorisation des terrils;
- la promotion des voies navigables;
- les aspects régionaux de la mise en œuvre du plan d'investissement de la S.N.C.B.

Art. 5. M. Michel Daerden, Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, est compétent pour :

- le budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux Régions par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions;

- le logement tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, IV, de la loi;
- la rénovation urbaine, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, I, 4^o, de la loi;
- les travaux publics tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o à 6^o, de la loi, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables;
- la cartographie;
- les grands ouvrages d'art tels que définis dans l'arrêté royal du 2 février 1993 portant transfert des voies hydrauliques aux Régions;
- dans le domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées, telles que visées à l'article 3, 1^o, du décret;
- les télécommunications, à l'exception des relations avec le Gouvernement fédéral et les autres entités fédérées et des aides à l'expansion économique.

Art. 6. M. Michel Foret, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, est compétent pour :

- l'aménagement du territoire tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, I, de la loi, à l'exception du 3^o, du 4^o et du 7^o;
- la réhabilitation des sites désaffectés;
- l'environnement, y compris la politique de l'eau, visé à l'article 6, § 1^{er}, II, de la loi;
- l'agrégation des entrepreneurs;
- la gestion des ressources du sous-sol.

Art. 7. M. José Happart, Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité, est compétent pour :

- la politique agricole visée à l'article 6, § 1^{er}, V, de la loi (modifié par l'article 2 de la loi spéciale du 13 juillet 2001), en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles;
- la rénovation rurale, la conservation de la nature et le remembrement, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, III de la loi;
- la forêt, la chasse et la pêche, y compris la pêche maritime.

Art. 8. M. Charles Michel, Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique, est compétent pour :

- les pouvoirs subordonnés en ce compris la subvention des travaux d'égouttage tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi (modifié par l'article 4 de la loi spéciale du 13 juillet 2001);
- la tutelle telle que visée à l'article 7 de la loi (modifié par les articles 7 et 8 de la loi spéciale du 13 juillet 2001);
- la fonction publique et l'administration;
- l'informatique administrative.

Art. 9. M. Thierry Detienne, Ministre des Affaires sociales et de la Santé, est compétent pour :

- la politique de santé telle que visée à l'article 3, 6^o, du décret;
- l'aide aux personnes telle que visée à l'article 3, 7^o, du décret, à l'exception de la législation relative aux centres publics d'aide sociale et de la tutelle sur ceux-ci.

Art. 10. M. Philippe Courard, Ministre de l'Emploi et de la Formation, est compétent pour :

- la politique de l'emploi telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi;
- la promotion sociale telle que visée à l'article 3, 3^o, du décret;
- la reconversion et le recyclage professionnels tel que visés à l'article 3, 4^o, du décret;
- la législation relative aux centres publics d'aide sociale et la tutelle sur ceux-ci.

Art. 11. Les projets de décret et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le Ministre qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

Ils sont contresignés par le Ministre-Président.

Art. 12. Dans le cas où une délégation a été accordée conformément à l'arrêté portant le règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation est accordée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Ministre, celui-ci peut désigner le Ministre habilité à signer en son nom et pour son compte.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2002, est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 15. Chaque Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 2941

[C — 2003/27681]

17. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993 und vom 13. Juli 2001;

Aufgrund des Dekrets I vom 7. Juli 1993 über die Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region;

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission;

In der Erwägung, dass der Regierung die Möglichkeit gegeben werden soll, so wirksam wie möglich zu arbeiten;

In der Erwägung, dass die vorliegenden Bestimmungen daher unverzüglich in Kraft treten sollen,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- «Gesetz»: das Sondergesetz vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993 und vom 13. Juli 2001;

- «Dekret»: das Dekret II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission.

Art. 2 - Herr Jean-Claude Van Cauwenberghe, Minister-Präsident, ist zuständig für:

- die Koordinierung der Regierungspolitik und ihre Kommunikation;
- die Befassung des Konzertierungsausschusses «Föderalregierung - Regierung der Gemeinschaften und Regionen», die innerbelgischen Beziehungen sowie die Arbeitsweise der Institutionen, einschließlich der Beziehungen zum Parlament;
- die Koordinierung der Akten bezüglich der Strukturfonds;
- die Organisation einer Task Force, beauftragt mit der Vorbereitung und Koordinierung der Akten bezüglich der Strukturfonds sowie deren Umsetzung und Bewertung;
- die internationalen Beziehungen, einschließlich der Beziehungen zu den Europäischen Einrichtungen und der in Artikel 6ter des Gesetzes angeführten Entwicklungszusammenarbeit;
- die Standortwahl der Dienststellen und Einrichtungen sowie die Immobilienverwaltung;
- die Verteilung der Mittel der Nationallotterie;
- das Erbe, einschließlich der Denkmäler und Landschaften, im Sinne von Artikel 6, § 1, I, 7° des Gesetzes, sowie die Ausgrabungen.

Art. 3 - Herr Serge Kubla, Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien, ist zuständig für:

- die Wirtschaft im Sinne von Artikel 6, § 1, VI, des Gesetzes, einschließlich der K.M.B., mit Ausnahme der Zusatz- und Ersatzhilfen für Agrarbetriebe und der Verwaltung der Bodenschätze;

- die Politik der Absatzmärkte und der Ausfuhren im Sinne von Artikel 6, § 1, VI, Absatz 1, 3°, des Gesetzes (abgeändert durch Artikel 3 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001) und die Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte im Ausland;

- die Betreuung ausländischer Investoren (OFI);

- die wissenschaftliche Forschung im Sinne von Artikel 6*bis* des Gesetzes, mit Ausnahme der wissenschaftlichen Energieforschung;

- die neuen Technologien;

- die Industriegebiete im Sinne von Artikel 6, § 1, 3°, des Gesetzes;

- den Fremdenverkehr im Sinne von Artikel 3, 2°, des Dekrets;

- die Verwaltung des WIN-Vertrags;

- was den Telekommunikationsbereich betrifft, die Beziehungen mit der Föderalregierung und den anderen förderierten Instanzen sowie die Förderung des Wirtschaftsaufschwungs;

- die Flughäfen im Sinne von Artikel 6, § 1, X, 7° und 9°, des Gesetzes sowie ihre Ausrüstung und ihren Betrieb.

Art. 4 - Herr José Daras, Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie, ist zuständig für:

- das öffentliche Verkehrswesen im Sinne von Artikel 6, § 1, X, 8°, des Gesetzes;

- die Schülerbeförderung im Sinne von Artikel 3, 5°, des Dekrets;

- die Energiepolitik im Sinne von Artikel 6, § 1, VII, des Gesetzes, einschließlich der wissenschaftlichen Energieforschung und der Erschließung von Halden;

- die Förderung der schiffbaren Wasserstraßen;

- die regionalen Aspekte der Umsetzung des Investitionsplans der NGBE.

Art. 5 - Herr Michel Daerden, Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten, ist zuständig für:

- den Haushalt, die Finanzen und das Kassenwesen, einschließlich der Ausführung des Dekrets I vom 7. Juli 1993 zur Gründung von fünf Gesellschaften öffentlichen Rechts für die Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichts und die durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 zur Neufinanzierung der Gemeinschaften und zur Ausdehnung der Steuerbefugnisse der Regionen auf die Regionen übertragenen Steuerbefugnisse;

- das Wohnungswesen im Sinne von Artikel 6, § 1, IV, des Gesetzes;

- die Stadterneuerung im Sinne von Artikel 6, § 1, I, 4° des Gesetzes;

- die öffentlichen Arbeiten im Sinne von Artikel 6, § 1, X, 1° bis 6°, des Gesetzes, einschließlich der entlang der Straßen und der Wasserwege gelegenen Grünflächen;

- die Kartographie;

- die großen Kunstbauten im Sinne des Königlichen Erlasses vom 2. Februar 1993 zur Übertragung der Wasserstraßen an die Regionen;

- was die Leibeserziehung, das Sportwesen und das Leben im Freien betrifft, die kommunalen, provinziellen, interkommunalen und privaten Sportinfrastrukturen im Sinne von Artikel 3, 1°, des Dekrets;

- den Telekommunikationsbereich, mit Ausnahme der Beziehungen mit der Föderalregierung und den anderen förderierten Instanzen und der Förderung des Wirtschaftsaufschwungs.

Art. 6 - Herr Michel Foret, Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt, ist zuständig für:

- die Raumordnung im Sinne von Artikel 6, § 1, I, des Gesetzes, mit Ausnahme von Punkt 3°, Punkt 4° und Punkt 7°;

- die Sanierung von Altstandorten;

- die Umwelt, einschließlich der Wasserpolitik im Sinne von Artikel 6, § 1, II, des Gesetzes;

- die Zulassung der Unternehmer;

- die Verwaltung der Bodenschätze.

Art. 7 - Herr José Happart, Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, ist zuständig für:

- die Agrarpolitik im Sinne von Artikel 6, § 1, V, des Gesetzes (abgeändert durch Artikel 2 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001), einschließlich der Schlachthöfe und der Zusatz- und Ersatzhilfen für Agrarbetriebe, mit Ausnahme der Anwendung der Gesetze zum Wirtschaftsaufschwung und der Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte im Ausland;

- die ländliche Erneuerung, die Erhaltung der Natur und die Flurbereinigung im Sinne von Artikel 6, § 1, III des Gesetzes;

- das Forstwesen, das Jagdwesen und den Fischfang, einschließlich der Seefischerei.

Art. 8 - Herr Charles Michel, Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes, ist zuständig für:

- die nachgeordneten Behörden im Sinne von Artikel 6, § 1, VIII, des Gesetzes (abgeändert durch Artikel 4 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001), einschließlich der Bezuschussung der Kanalisationsarbeiten;

- die Aufsicht im Sinne von Artikel 7 des Gesetzes (abgeändert durch die Artikel 7 und 8 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001);

- den öffentlichen Dienst und die Verwaltung;

- die Informatik in der Verwaltung.

Art. 9 - Herr Thierry Detienne, Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit, ist zuständig für:

- die Gesundheitspolitik im Sinne von Artikel 3, 6°, des Dekrets;
- die Unterstützung von Personen im Sinne von Artikel 3, 7°, des Dekrets, mit Ausnahme der Gesetzgebung bezüglich der öffentlichen Sozialhilfezentren und deren Aufsicht.

Art. 10 - Herr Philippe Courard, Minister der Beschäftigung und der Ausbildung, ist zuständig für:

- die Beschäftigungspolitik im Sinne von Artikel 6, § 1, IX, des Gesetzes;
- die Sozialförderung im Sinne von Artikel 3, 3°, des Dekrets;
- die berufliche Umschulung und Weiterbildung im Sinne von Artikel 3, 4°, des Dekrets;
- die Gesetzgebung bezüglich der öffentlichen Sozialhilfezentren und deren Aufsicht.

Art. 11 - Die Dekretentwürfe und die innerhalb der Regierung beschlossenen Erlasse werden vom Minister unterzeichnet, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Angelegenheit gehört, die den Gegenstand des Dekretentwurfs bzw. des Erlasses bildet. Sie werden vom Minister-Präsidenten gegengezeichnet.

Art. 12 - Falls eine Vollmacht gemäß dem Erlass zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung erteilt worden ist, werden die Erlasse vom Minister unterzeichnet, dem diese Vollmacht erteilt worden ist.

Falls ein Minister abwesend oder verhindert ist, kann dieser den Minister bezeichnen, der befugt ist, für ihn und in seinem Namen zu unterzeichnen.

Art. 13 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. August 2001 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2002, wird aufgehoben.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 15 - Jeder Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 2941

[C - 2003/27681]

17 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993 en 13 juli 2001;

Gelet op het decreet I van 7 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat de Regering in staat dient te worden gesteld om zo doeltreffend mogelijk te werken;

Overwegende dat deze bepalingen daarvoor zo spoedig mogelijk in werking dienen te treden,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- « wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993 en 13 juli 2001;

- « decreet » : het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. De heer Jean-Claude Van Cauwenberghe, Minister-President, is bevoegd voor :

- de coördinatie en de mededeling van het regeringsbeleid;
- de aanhangigmaking van zaken bij het overlegcomité « Federale Regering, Gemeenschaps- en Gewestregeringen », de intrabelgische betrekkingen, alsmede de werking van de instellingen, met inbegrip van de betrekkingen met het Parlement;
- de coördinatie van de dossiers betreffende de Structuurfondsen;
- de organisatie van een task force belast met de voorbereiding en de coördinatie van de dossiers betreffende de Structuurfondsen, alsook met hun uitvoering en evaluatie;
- de internationale betrekkingen, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese instellingen en de ontwikkelings samenwerking zoals bedoeld in artikel 6ter van de wet;
- de vestiging van de diensten en instellingen, alsook het beheer van onroerende goederen;
- de verdeling van de middelen afkomstig van de Nationale Loterij;
- het erfgoed, met inbegrip van de monumenten en sites zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 7°, van de wet, evenals de opgravingen.

Art. 3. De heer Serge Kubla, Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën, is bevoegd voor :

- de economie, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, van de wet, met inbegrip van de K.M.O.'s en met uitzondering van de aanvullende en suppletieve hulp aan landbouwbedrijven en het beheer van de rijkdommen van de ondergrond;
- het afzet- en uitvoerbeleid, bedoeld in artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 3°, van de wet (gewijzigd bij artikel 3 van de bijzondere wet van 13 juli 2001), en de bevordering van landbouw- en tuinbouwproducten in het buitenland;
- de begeleiding van buitenlandse investeringen (OFI);
- het wetenschappelijk onderzoek, zoals bedoeld in artikel 6bis van de wet, met uitzondering van het wetenschappelijk onderzoek op het gebied van de energie;
- de nieuwe technologieën;
- de industriegebieden, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 3°, van de wet;
- het toerisme, zoals bedoeld in artikel 3, 2°, van het decreet;
- het beheer van het WIN-contract;
- wat de telecommunicatie betreft, de betrekkingen met de federale Regering en de andere deelregeringen, alsook de hulp voor de economische expansie;
- de luchthavens, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 7° en 9°, van de wet, alsook de uitrusting en exploitatie daarvan.

Art. 4. De heer José Daras, Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie, is bevoegd voor :

- het openbaar vervoer, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 8°, van de wet;
- het leerlingenvervoer, zoals bedoeld in artikel 3, 5°, van het decreet;
- het energiebeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VII, van de wet, met inbegrip van het wetenschappelijk onderzoek op het gebied van de energie en de ontsluiting van de steenberggen;
- de bevordering van de waterwegen;
- de gewestelijke aspecten van de uitvoering van het investeringsplan van de N.M.B.S.

Art. 5. De heer Michel Daerden, Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken, is bevoegd voor :

- de begroting, de financiën en de schatkist, met inbegrip van de uitvoering van het decreet I van 7 juli 1993 tot oprichting van vijf publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheer van de schoolgebouwen van het door de overheid gesubsidieerde onderwijs en de fiscale bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de Gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de Gewesten;
- de huisvesting, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IV, van de wet;
- de stadsvernieuwing, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 4°, van de wet;
- de openbare werken, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 1° tot 6°, van de wet, met inbegrip van de langs de wegen en bevaarbare waterwegen gelegen groengebieden;
- de cartografie;
- de grote kunstwerken zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 2 februari 1993 tot overdracht van de waterwegen aan de Gewesten;
- wat lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens betreft, de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en privé-infrastructuren, zoals bedoeld in artikel 3, 1°, van het decreet;
- de telecommunicatie, met uitzondering van de betrekkingen met de federale Regering en de andere deelregeringen, alsook de hulp voor de economische expansie.

Art. 6. De heer Michel Foret, Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu, is bevoegd voor :

- de ruimtelijke ordening, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, van de wet, met uitzondering van 3°, 4° en 7°;
- de sanering van de afgedankte bedrijfsruimten;
- het leefmilieu, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, II, van de wet, met inbegrip van het waterbeleid;
- de erkenning van ondernemers;
- het beheer van de rijkdommen van de ondergrond.

Art. 7. De heer José Happart, Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden, is bevoegd voor :

- het landbouwbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, V, van de wet (gewijzigd bij artikel 2 van de bijzondere wet van 13 juli 2001), met inbegrip van de slachthuizen en van de aanvullende en suppletieve hulp aan landbouwbedrijven, behalve de toepassing van de wetten op de economische expansie en de bevordering van landbouw- en tuinbouwproducten in het buitenland;
- de landinrichting, het natuurbehoud en de ruilverkaveling, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, van de wet;
- de bossen, de jacht en de visserij, waaronder de zeevisserij.

Art. 8. De heer Charles Michel, Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken, is bevoegd voor :

- de ondergeschikte besturen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, van de wet (gewijzigd bij artikel 4 van de bijzondere wet van 13 juli 2001), met inbegrip van de subsidiëring van rioleringswerken;
- het toezicht, zoals bedoeld in artikel 7 van de wet (gewijzigd bij de artikelen 7 en 8 van de bijzondere wet van 13 juli 2001);
- de ambtenarenzaken en de administratie;
- de bestuursinformatica.

Art. 9. De heer Thierry Detienne, Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid, is bevoegd voor :

- het gezondheidsbeleid, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, van het decreet;
- de bijstand aan personen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, van het decreet, met uitzondering van de wetgeving betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het toezicht daarop.

Art. 10. De heer Philippe Courard, Minister van Tewerkstelling en Vorming, is bevoegd voor :

- het tewerkstellingsbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de wet;
- de sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 3, 3°, van het decreet;
- de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 3, 4°, van het decreet;
- de wetgeving betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het toezicht daarop.

Art. 11. De binnen de Regering beraadslaagde decreetsontwerpen en besluiten worden ondertekend door de Minister die bevoegd is voor de aangelegenheid waarop zij betrekking hebben. Zij worden medeondertekend door de Minister-President.

Art. 12. Als een delegatie wordt verleend overeenkomstig het besluit tot regeling van de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie die delegatie wordt verleend.

In geval van afwezigheid of verhinderd van een Minister kan laatstgenoemde de Minister aanwijzen die bevoegd is om in diens naam en opdracht te tekenen.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2002, wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag van diens ondertekening.

Art. 15. De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O's, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
T. DETIENNE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD